



LE MANQUE D'INVESTISSEMENT REND DIFFICILE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE EN AFRIQUE

Sonatrach veut relever le défi de la sécurité énergétique Page 3

DANS UN ENTRETIEN ACCORDÉ À AL JAZEERA

Le Président Tebboune réaffirme les positions de l'Algérie



Le Président Abdelmadjid Tebboune a abordé les relations de l'Algérie avec le Maroc, l'Espagne et la France ainsi qu'avec l'Italie et a évoqué sa prochaine visite en Russie, dans un entretien accordé à la Chaîne d'information qatarie, diffusé mardi soir. Le Président Tebboune a déclaré : «Nous considérons la position de l'Espagne vis-à-vis du Sahara occidental comme une position individuelle du Gouvernement Sanchez», soulignant que l'Espagne «s'est alignée dans le dossier du Sahara occidental avec des attitudes secrètes qui ne la déchargent pas de ses responsabilités». Lire ne page 2

SOLIDARITÉ AVEC LA TUNISIE PAGE 2

DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ ET PROMOTION DE L'ÉCONOMIE LOCALE
PARACHEVER LES PROJETS EN COURS AFIN D'ACCROÎTRE L'ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DES TERRITOIRES PAGE 3



CONTRÔLE, LUTTE ET SURVEILLANCE SÉCURITAIRE

Un Ramadhan 2023 pas comme les autres Page 4



EQUIPE NATIONALE

Les nouveaux joueurs fiers de représenter l'Algérie Page 16

AUTOROUTE EST-OUEST

Reprise de la circulation des véhicules poids-lourds Bouira-Alger

La circulation des véhicules poids-lourds sur la pente autoroutière de Djebahia (Bouira) vers Alger, a repris progressivement à partir d'avant-hier mardi après-midi, après la fin des travaux de réhabilitation de la section dégradée, a-t-on appris auprès de la Direction locale des travaux publics (DTP). Dans une déclaration à l'APS, le directeur des travaux publics, Nouredine Gasmî, a précisé que la circulation des véhicules poids-lourds a repris sur la pente autoroutière de Djebahia vers Alger après la fin des travaux de réhabilitation de ce tronçon qui s'étend sur une distance de 5 kilomètres et qui était dégradé.

APN

Projet de loi organique relatif à l'Information

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani a présenté, avant-hier mardi devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi organique relatif à l'Information, lors d'une plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'Assemblée, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar. Dans son exposé, M. Bouslimani a précisé que le projet de cette loi organique «s'inscrit dans le cadre de la concrétisation de l'un des 54 engagements du président de la République dans le volet relatif à l'Information, visant à consacrer la liberté et le pluralisme de la presse, mais aussi garantir le respect des règles de professionnalisme et de l'éthique professionnelle, en faire un pilier de la pratique démocratique et la protéger de toutes formes de dérive».

PRÉSIDENCE

Entretien téléphonique entre le président de la République et son homologue tunisien

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a eu, hier mercredi, une communication téléphonique avec son frère, le président de la République tunisienne, Kais Saïed, lors de laquelle ils ont échangé les vœux à l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a eu, ce jour, une communication téléphonique avec son frère, le président de la République tunisienne, pays frère, M. Kais Saïed lors de laquelle, ils ont échangé les vœux à l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan».

Dans un entretien accordé à Al Jazeera

Le Président Tebboune réaffirme les positions de l'Algérie

Le Président Abdelmadjid Tebboune a abordé les relations de l'Algérie avec le Maroc, l'Espagne et la France ainsi qu'avec l'Italie et a évoqué sa prochaine visite en Russie, dans un entretien accordé à la Chaîne d'information qatarie, diffusé mardi soir.

Le Président Tebboune a déclaré : «Nous considérons la position de l'Espagne vis-à-vis du Sahara occidental comme une position individuelle du Gouvernement Sanchez», soulignant que l'Espagne «s'est alignée dans le dossier du Sahara occidental avec des attitudes secrètes qui ne la déchargent pas de ses responsabilités».

Il a fait savoir, dans le même cadre, que les «échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Espagne se poursuivent et leur majorité s'effectue par le secteur privé dans les deux pays». Le Président Tebboune a dit, par ailleurs, «regretter que les relations algéro-marocaines en soient arrivées à ce stade entre deux pays voisins», soulignant que les relations entre les deux pays sont arrivées à «un point de non-retour» et que la position algérienne était une «réaction». Evoquant les relations avec l'Italie, le Chef de l'Etat a affirmé qu'elles étaient «stratégiques, historiques et très solides, remontant à l'époque de la Guerre de libération», relevant que l'accord sur l'énergie avec l'Italie «couvre l'électricité, le gaz et l'hydrogène, et nous œuvrons à le mettre en œuvre en coopération avec l'Europe».

Concernant la crise en Ukraine, le Président Tebboune a indiqué que «l'Algérie est habilitée à jouer un rôle de médiation dans la crise ukrainienne, l'Algérie étant parmi les rares pays à jouir de la crédibilité nécessaire pour s'acquitter de cette mission», ajoutant que «ma visite en Russie est toujours d'actualité et aura lieu le mois de mai sur invitation du Président russe». Pour ce qui est des relations algéro-françaises, le président de la République a indiqué que «notre relation avec la France est fluctuante», soulignant que «l'ambassadeur algérien sera bientôt de retour à Paris».

Le Président Tebboune a évoqué la cause palestinienne qu'il a qualifiée de «cause centrale» et de «question quasi interne en Algérie».



Le Président a fait savoir que les «échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Espagne se poursuivent et leur majorité s'effectue par le secteur privé dans les deux pays». (Ph.: D.R)

En fait, le Président Tebboune a réaffirmé les positions de l'Algérie sur les questions internationales qu'elles soient de proximité, comme les relations avec le Maroc, l'Espagne, la France et

Solidarité avec la Tunisie

« Dans un entretien accordé à la chaîne d'information qatarie, diffusé mardi soir, le Président Abdelmadjid Tebboune a déclaré que la Tunisie est exposée à un complot, et a souligné que «l'Algérie sera à ses côtés, qu'on le veuille ou non». Ce n'est pas la première fois que l'Algérie, par la voix de son Président, affirme sa solidarité avec la Tunisie. Tout récemment, le Président Tebboune a enjoint de ne pas gêner ni entraver la circulation, au niveau des postes-frontières, des Tunisiens souhaitant entrer en Algérie ou en sortir.

En décembre dernier, dans un entretien avec un média algérien, le Président Tebboune a affirmé que «la Tunisie ne s'effondrera pas et sortira de sa crise interne». Il a fait savoir que «l'Algérie ne se permet pas de s'ingérer dans les affaires tunisiennes et nous respectons le peuple tunisien dans tous ses choix». Il s'est montré confiant que «la classe politique tunisienne sera capable de faire sortir le pays de la crise». A l'occasion du Ramadhan, le Président Tebboune a eu, hier, une communication téléphonique avec le Président tunisien, Kais Saïed, lors de laquelle, ils ont échangé les vœux à l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan, souhaitant aux deux pays et peuples frères, bien-être et stabilité et davantage de progrès.

Après sa nomination, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a reçu un appel téléphonique de son homologue tunisien, Nabil Ammar qui l'a félicité pour sa désignation à la tête de la diplomatie algérienne. Les deux ministres ont évoqué, à cette occasion, les relations fraternelles et de coopération entre l'Algérie et la Tunisie qui connaissent un développement notable sous le haut patronage des Présidents des deux pays frères, réaffirmant leur volonté de poursuivre les efforts en vue de préserver cette dynamique à travers l'échange de visites et le renforcement de la coordination politique, outre l'intensification de la coopération bilatérale dans différents domaines. On sait que le président tunisien Kais Saïed a répondu aux déclarations du responsable de la politique étrangère de l'Union européenne, Josep Borrell, concernant la Tunisie et a rejeté toute forme d'ingérence dans les affaires de son pays car il n'est ni sous mandat ni sous protection. Kais Saïd a déclaré : «Il est nécessaire que les Tunisiens comptent sur leurs propres capacités pour surmonter les difficultés». Il a souligné que «la Tunisie rejette toute dictée de solutions de l'étranger». De son côté, le ministre tunisien des Affaires étrangères a également répondu aux déclarations de Josep Borrell concernant les craintes d'un «effondrement» de la situation dans le pays, considérant que ces craintes sont «exagérées».

l'Italie, ou éloignées géographiquement, comme la guerre en Ukraine. A propos de cette guerre, le Président Tebboune avait laissé entendre dernièrement, lors d'un entretien avec des médias algériens, que l'Algérie pourrait jouer un rôle dans le recherche d'une solution pacifique à ce conflit. Il avait annoncé, à cette occasion, qu'«en coordination avec le ministère des Affaires étrangères, nous avons pris la décision de rouvrir, cette semaine, l'ambassade d'Algérie en Ukraine».

Début mars 2022, l'ambassade d'Algérie dans la capitale ukrainienne, Kiev, avait annoncé la suspension de son activité et l'évacuation de ses employés en raison de la situation sécuritaire. A propos de la Palestine, la position traditionnelle et historique de l'Algérie a été réaffirmée par le Président Tebboune.

En avril 2022, dans une rencontre avec des journalistes algériens, il a souligné que la Palestine est le jumeau de l'Algérie, et nous ne l'abandonnerons pas qu'elle que soit la situation.

Le Président Tebboune a confirmé dans un message que la communauté internationale dont les Nations unies et le Conseil de sécurité, doivent intervenir, pour assurer la protection nécessaire aux civils Palestiniens et leurs Lieux Saints.

Pour rappel, le président de la République a été distingué par la Coalition mondiale pour El-Qods et la Palestine (GCQP).

Cette distinction lui a été attribuée en reconnaissance du rôle de l'Algérie dans l'unification des rangs palestiniens ainsi que ses efforts inlassables dans le soutien à la Palestine et la mobilisation du soutien arabe et international en faveur de cette cause.

Dans l'entretien accordé à la Chaîne qatarie Al Jazeera, le Président Tebboune a également confirmé sa visite en Russie. Pour rappel, le 31 janvier dernier, le Président Tebboune et son homologue russe, Vladimir Poutine, ont eu un entretien téléphonique lors duquel ils ont abordé les relations unissant les deux pays, notamment les perspectives de coopération énergétique. Les deux Présidents ont convenu de la visite d'Etat qu'effectuera le président de la République en Fédération de Russie le mois de mai prochain.

Lakhdar A.

Voir sur Internet www.lnr.dz.com

REPÈRE

ANP:

Neuf éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine

Neuf (09) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également mis en échec des tentatives d'introduction de plus de deux quintaux de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, durant la période allant du 15 au 21 mars en cours, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans la dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période allant du 15 au 21 mars 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», précise la même source, relevant que dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements combinés de l'ANP «ont arrêté 9 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national». Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et «en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotraffic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions Militaires, 39 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction des quantités de drogues provenant des frontières avec le Maroc, s'élevant à 2 quintaux et 18 kilogrammes de kif traité, et saisi 87 401 comprimés psychotropes», ajoute le communiqué du MDN. A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam, Tindouf et Djanet, des détachements de l'ANP «ont intercepté 635 individus et saisi 23 véhicules, 205 groupes électrogènes, 137 marteaux-piqueurs, 7 détecteurs de métaux, 11 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite», note la même source, ajoutant que «14 autres individus ont été arrêtés et 6 fusils de chasse, 4,5 quintaux de tabacs et des quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation s'élevant à 16 tonnes ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national». De même, les Garde-frontières «ont déjoué, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale, des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 98.689 litres à Bordj Badji Mokhtar, Souk Ahras, El-Tarf et Tébessa».

Le manque d'investissement rend difficile l'accès à l'énergie en Afrique Sonatrach veut relever le défi de la sécurité énergétique

La guerre en Ukraine est à l'origine de l'impasse énergétique que vivent de nombreux pays européens, mais aussi africains qui font face à une pénurie d'énergie, mais, également, à la hausse des prix.

Cette situation a bénéficié au groupe national des hydrocarbures, Sonatrach qui a vu ses revenus dépasser, en 2022, les 50 milliards de dollars, ce qui l'a encouragé à lancer de nouveaux investissements pour augmenter la production du pétrole et du gaz naturel, développer l'industrie pétrochimique et développer ses infrastructures. Face à la concurrence, la Sonatrach doit renforcer son positionnement comme référence incontournable en Afrique.

Le développement de ce vaste marché nécessite des fonds importants pour développer le secteur de l'énergie africain et stimuler sa croissance, a expliqué, avant-hier, le directeur général de la Sonatrach, Toufik Hakkar, lors d'un point de presse organisé en marge des travaux de la 4^{ème} réunion des sociétés nationales des hydrocarbures des pays membres de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO).

« La Sonatrach s'engage au sein de l'APPO pour atteindre un haut niveau de compétitivité dans le domaine énergétique », a-t-il souligné. La crise énergétique



■ Il est grand temps de mettre un terme à la précarité énergétique des populations africaines et à leur dépendance à l'étranger. (Photo : D.R)

actuelle, selon lui, constitue une aubaine pour les compagnies d'hydrocarbures africaines pour intensifier leurs investissements au niveau continental afin d'atteindre la sécurité énergétique et aller vers l'exploration et la production de l'énergie verte.

Il est aussi temps de mettre un terme à la précarité énergétique des populations africaines et à leur dépendance à l'étranger.

« Les pays africains restent encore fortement dépendants des acteurs extra continentaux », a-t-il indiqué, estimant qu'« il est temps pour nous de trouver au sein de notre Afrique, l'expertise, la technologie, le financement et les marchés pour répondre à nos besoins ».

Il a mis en avant l'expertise de la Sonatrach acquise, ces dernières années, dans le secteur, affirmant que le groupe est prêt à partager son expertise et savoir-faire « avec les sociétés d'hydrocarbures du continent ».

« Entretien des relations solides fondées sur la complémentarité et l'intérêt commun avec plusieurs partenaires étrangers,

Sonatrach bénéficie d'une expertise de référence mondiale », a-t-il ajouté. Il propose de collaborer ensemble pour relever le défi de la sécurité énergétique des pays africains qui devraient s'unir pour faire face à la concurrence.

Les produits pétroliers russes affluent déjà sur le marché africain. De nombreux médias évoquent l'achat des produits raffinés russes, sous embargo européen. Il est temps pour les compagnies pétrolières africaines de se concentrer sur leur intérêt commun et de lever des fonds pour encourager l'investissement dans le secteur pour tirer profit du potentiel énergétique abandon et compétitif du continent.

A rappeler, à cet effet, que l'APPO a mis en place une banque, appelée « Africa Energy Bank », dédiée à trouver des financements africains au profit des projets énergétiques continentaux.

« Cette banque est dotée d'un capital de 5 milliards de dollars financés conjointement par l'Afrexim Bank et l'APPO », selon le secrétaire général de l'APPO, Omar Farouk Ibrahim.

« Nous pensons qu'au lieu de s'orienter vers l'Europe ou l'Amérique, nous pouvons trouver dans des pays africains des centres d'excellence dans le secteur », a-t-il indiqué, plaidant pour une collaboration fructueuse et fonctionnelle entre les sociétés d'hydrocarbures africaines pour augmenter leurs bénéfices et, en contrepartie, renforcer la sécurité énergétique du continent. Pour atteindre l'autosuffisance en matière d'énergie, la collaboration entre les sociétés d'hydrocarbures de pays africains est impérative.

Plusieurs d'entre elle maîtrisent, selon le P-dg de la Sonatrach, « de plus en plus les technologies dont Sonatrach, ce qui doit permettre de hisser la collaboration intra-africaine dans ce secteur ».

« Dans cette optique, Sonatrach ne ménagera aucun effort pour partager ses expériences en matière de technologie sur des thèmes importants et sur les processus de développement de la production pétrolière et gazière », a-t-il affirmé.

Samira Takharboucht

Développement équilibré et promotion de l'économie locale

Parachever les projets en cours afin d'accroître l'attractivité économique des territoires

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a insisté, avant-hier mardi, sur la nécessité de parachever les différents projets publics en cours de réalisation dans tous les domaines, à même, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre, de permettre d'améliorer la qualité des prestations et d'accroître l'attractivité économique des territoires.

Soulignant, au passage, la priorité de réaliser l'autosuffisance alimentaire, notamment en créant les conditions idoines à l'augmentation de la production nationale en récoltes stratégiques et la numérisation urgente du secteur agricole.

Présidant une réunion de coordination avec les walis de la République, consacrée à l'examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements du président de la République et de ses différentes décisions relatives à l'amélioration du service public, à la généralisation du développement équilibré et à la promotion de l'économie locale, notamment celles issues de la dernière réunion Gouvernement-walis, en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, Aïmene Benabderrahmane a rappelé l'importance de l'approche proactive adoptée par les pouvoirs publics en prévision du mois sacré de Ramadhan.

Insistant sur l'importance du suivi permanent sur le terrain et de la mise en place de mécanismes efficaces de contrôle, de veille et d'alerte précoce tout

au long du mois sacré, Aïmene Benabderrahmane a également souligné la nécessité d'aller de l'avant dans cette action prospective, notamment en ce qui a trait aux préparatifs de la prochaine saison estivale, et ce à travers la prise des mesures pratiques préventives pour éviter les feux de forêt, avec l'accélération de la cadence du parachèvement des structures de services pour devenir une valeur ajoutée dans le processus de diversification de l'économie nationale à laquelle aspirent les Hautes autorités du pays.

Pour sa part, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a réaffirmé la priorité d'accélérer la cadence du développement local conformément aux exigences de sécurité alimentaire, hydrique et énergétique. « La réponse aux aspirations des citoyens, l'amélioration de la qualité des prestations du service public, le taux d'investissement réalisé et le nombre de nouveaux postes d'emploi créés constitueront des critères de suivi des programmes de développement à travers les wilayas, et d'évaluation continue du niveau de performance locale », a-t-il indiqué. Exhortant, à l'occasion, les walis de la République à redoubler d'efforts pour une bonne prise en charge des préoccupations des citoyens qui doit être la priorité de l'action locale, et ce, en application des dernières orientations du président de la République.

Rabah Mokhtari

SPÉCULATION

Répression de la fraude

345.000 interventions effectuées par les agents de contrôle en deux mois

Abordant le phénomène de spéculation illicite et de la pénurie de certains produits de large consommation en cette période, notamment l'huile et la semoule, Sami Kolli Directeur général de la régulation et l'organisation des marchés au ministère du Commerce, a mis en avant les efforts des services de contrôle et de répression de la fraude en ce sens, faisant état de « 345.000 interventions effectuées, ayant permis de constater 43.963 infractions ».

Intervenant sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale, M. Kolli, a indiqué que plus de 43.000 infractions commerciales ont été enregistrées entre janvier et mars 2023 par les services de contrôle et de répression de la fraude, ce que témoigne selon lui de l'ampleur de ce fléau nuisible à l'économie nationale.

Concernant les pratiques commerciales et surtout le défaut d'affichage des prix et le défaut des factures Sami Kolli, affirme que « 187.027 interventions ont été enregistrées, durant cette même période, d'une valeur financière de 361 millions de dinars ». S'agissant de la tension sur l'huile de table, le lait et la semoule à l'approche du mois de Ramadhan, l'intervenant a fait savoir que les chiffres provenant des offices publics et des producteurs font état que les stocks de ces produits suffisent pour répondre à la demande. Enchaînant dans le même ordre d'idées, M. Kolli a affirmé que d'importantes quantités d'huile, de semoule et de lait seront injectées dans le marché en prévision du mois de Ramadhan. Pour ce qui est de la production de l'huile, il a indiqué que

« nous dépassons les besoins quotidiens qui sont de l'ordre de 1.800 tonnes/jours », relevant que la production quotidienne de ce produits est de 3.450 tonnes par jour. « C'est effarant comme chiffre », selon lui.

La raison de la non-disponibilité régulière de ces denrées alimentaires, l'invité évoque plusieurs points, particulièrement les pratiques spéculatives qui sont fortement réprimés par la loi. « De janvier à février, nous avons constaté 36 infractions avec l'établissement de 36 PV », dit-il en précisant que « l'huile et la semoule sont en tête de ces pratiques spéculatives ».

Au final, M. Kolli a affirmé que sous instruction du président de la République, des mécanismes ont été mis en place par la tutelle pour la régularisation du marché et assurer la disponibilité de ces produits en quantité et à des prix abordables, et ce, lors d'une réunion tenue hier avec le nouveau locataire du ministère, M. Tayeb Zitouni.

Manel Z.

BRÈVE

Industrie pharmaceutique :

Aoun évoque la coopération bilatérale avec des opérateurs américains

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu avant-hier mardi, en audience, le président du Conseil d'affaires algéro-américain, Smail Chikhoun, accompagné d'une importante délégation regroupant l'ensemble des laboratoires américains installés en Algérie, indique un communiqué du ministère. L'audience, qui s'est tenue au siège du ministère, a été l'occasion pour le ministre de réitérer « son engagement et l'expression de sa mission qui n'est autre que de porter, d'accompagner et de soutenir l'industrie nationale en général et l'industrie pharmaceutique en particulier », souligne la même source. Ainsi, les échanges ont porté sur « les grandes lignes de la stratégie industrielle et pharmaceutique du pays, ainsi que les principaux axes stratégiques d'une coopération algéro-américaine renforcée », a fait savoir la même source. Cette coopération bilatérale est « basée sur le modèle win-win à travers : le développement et l'accroissement du niveau d'investissement direct ou mixte, l'implémentation de ces importantes firmes pharmaceutiques par la domiciliation de la production de médicaments innovants ou issus de la biotechnologie à très haute valeur ajoutée, ainsi que l'instauration d'un écosystème favorable à un transfert de technologie et un appui pour la recherche et développement et la formation », explique le ministre.

Agence

Contrôle, lutte et surveillance sécuritaire

Un Ramadhan 2023 pas comme les autres

Les premières leçons à retenir face aux décisions, mesures et préparatifs prises spécialement pour le Ramadhan 2023 et son bon déroulement, sont incontestablement la manière par laquelle l'Etat a agi et pris la devance des choses pour faire du mois sacré une période à la hauteur des attentes des Algériens.

C'est parti ! Le Ramadhan pour l'année 2023 est à son premier jour, aujourd'hui jeudi 23 mars. Un début observé dans la sérénité et sous haute surveillance sécuritaire mais, également, dans une mobilisation générale et une ambiance de solidarité nationale qui se diverses dans l'ensemble du territoire national. En plus des mesures prises par les hautes autorités du pays pour un bon climat des affaires, pour une parfaite surveillance sécuritaire et pour de meilleures conditions financières pour les revenus les plus bas pendant les trente jours du carême, une forte mobilisation de presque l'ensemble des secteurs de l'Etat est déployée sur le terrain, le bon déroulement du Ramadhan est placé capital et un véritable test et défi pour l'Etat.

Sur le terrain, la présence sécuritaire est soutenue par d'autres renforts dans l'ensemble du territoire national, où les patrouilles mobiles et pédestres relevant de la Gendarmerie et de la Sûreté nationale, sont davantage consolidées pour une sécurité plus adaptée pendant le mois du Ramadhan. Les places publiques, les lieux les plus fréquentés et prisés par les familles pendant ce mois sacré, ainsi que les zones susceptibles d'abriter la criminalité, sont autant d'endroits où la présence et la surveillance des services de sécurité seront plus intenses durant le mois de Ramadhan. L'objectif est d'assurer de la sécurité, de la quiétude et protéger les citoyens, telle est la mission confiée aux services de sécurité durant le mois religieux.

Alger, les marchés sous haute surveillance

D'importantes mesures et de grands moyens sont mobilisés par les services de la wilaya d'Alger pour assurer l'approvisionnement des marchés en produits de base de la capitale algéroise. En plus du déploiement, dès le premier jour du mois du Ramadhan, des équipes appartenant à l'Inspection d'Alger qui seront, au total, 640 inspecteurs de contrôle relevant du ministère du Commerce, 14 marchés de proximités seront ouverts tout au long du mois sacré suite à une décision prise par les services de la wilaya d'Alger.

Quelques jours avant son départ à la tête du ministère du Commerce, l'ex-ministre, Kamel Rezig avait réuni, le 12 mars passé, les chefs d'inspection de contrôle d'Alger, en présence des directeurs centraux et des cadres du ministère ainsi que du directeur régional du commerce et de la promotion des exportations d'Alger, c'était au siège de la tutelle à Alger, dans le cadre du plan spécial Ramadhan. L'ordre du jour était d'encadrer et surveiller les marchés communaux, les lieux du commerce et les grandes surfaces de la capitale durant le mois de Ramadhan. Des instructions fermes ont été ordonnées aux chefs d'inspection de la capitale pour le renforcement des mesures et descentes de contrôle ciblant les lieux du commerce tout au long du mois sacré.

D'autre part, les services de la wilaya d'Alger ont pris une série de mesures pour assurer la disponibilité des produits alimentaires de base et réguler les marchés pendant le mois sacré de Ramadhan. Le Directeur du commerce et de la promotion des exportations de wilaya d'Alger, en l'occurrence Lakhdar Teriaâ, a précisé avant-



■ Les services de sécurité ont lancé de nombreuses opérations contre les milieux de la spéculation, l'objectif est d'anticiper les pénuries et la hausse excessive des prix des produits alimentaires. (Photo : DR)

hier, lors d'une conférence de presse, que ses services «ont pris toutes les mesures nécessaires à l'approvisionnement des marchés en produits alimentaires de large consommation, notamment le lait subventionné, la semoule, l'huile de table, les légumes et les fruits».

Pour le lait, huit laiteries d'Alger vont augmenter leurs capacités de production à un million de litres/jour pendant le mois du Ramadhan, tandis que le Groupe Agrodiv qui possède de nombreuses unités de fabrication de semoule à l'échelle nationale, s'est engagé pour alimenter, tout au long du Ramadhan, la capitale en grandes quantités de semoule. Tout est préparé à l'avance y compris pour la viande ovine et bovine, où les marchés d'Alger seront alimentés, dès le premier jour, de grandes quantités de viandes en provenance du Brésil et du Sud du pays ou de pays voisins à l'instar du Mali et du Niger. «Le prix ne dépassera pas les 1.200 DA/kg», a promis le Directeur du commerce et de la promotion des exportations de la wilaya d'Alger.

Des queues interminables à l'ONILEV

Comme chaque Ramadhan, l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV) recourt à l'ouverture des centaines de points de vente à travers le territoire national et au grand bonheur des familles algériennes. L'objectif pour l'ONILEV est d'être plus proche du citoyen et couvrir les besoins alimentaires des ménages, de participer et de soutenir à la stabilité des prix des produits alimentaires, au pouvoir d'achat du citoyen mais, également, une occasion pour l'ONILEV d'augmenter sa capacité commerciale et d'élargir ses activités au pays. Pour ce Ramadhan 2023, la vieille recette est, à nouveau, reconduite par l'ONILEV qui table sur des ventes records en ce mois religieux. L'ONILEV a déjà ouvert plus de 300 points de vente agréés et répartis sur 32 wilayas, en vue d'approvisionner le marché national en différents produits agricoles de large consommation à des prix raisonnables durant le mois sacré de Ramadhan. D'autres points de vente appelés également les marchés de proximités, de Rahma, seront progressivement ouverts dans d'autres wilayas du pays. Rien qu'au niveau de la capitale, 14 points de vente relevant de l'ONILEV ont déjà ouverts leurs grands espaces pour les nombreux ménages algérois et même d'ailleurs. Cependant, des queues interminables ont été signalés depuis le premier jour de l'ouverture des points de vente de l'ONILEV dans de nombreuses wilayas.

De très nombreux acheteurs sont venus s'approvisionner en légumes, fruits, viandes ou encore en lait et autres produits laitiers chez les magasins de l'ONILEV en raison

de leurs prix très compétitifs, ont été invités par une note de l'ONILEV de ne pas dépasser un certain seuil de quantité par chaque produit alimentaire. Par exemple, chaque acheteur qui se présente chez l'ONILEV ne peut s'en procurer que de cinq litres d'huile de table pour sa famille, il en est aussi pour le lait en sachet où encore pour d'autres produits de base.

La traque aux spéculateurs s'amplifie

A la veille du mois de Ramadhan, les services de sécurité ont lancé de nombreuses opérations contre les milieux de la spéculation, l'objectif est d'anticiper les pénuries et la hausse excessive des prix des produits alimentaires sur les marchés pendant le mois sacré, surtout durant la première semaine où une forte demande des consommateurs est habituellement recensée.

Pas plus loin qu'hier, et dans la commune de Kessaba relevant de la wilaya d'El Bayadh, et lors d'une opération de contrôle effectuée par les éléments de la Sûreté de daïra de Kessaba, ont saisi près de 500 bombonnes d'huile de table de cinq litres et arrêté un présumé spéculateur âgé de 45 ans qui transportait la marchandise sans facture et destinée au marché de la spéculation illicite. Le 16 mars passé et lors d'une opération de contrôle menée par les agents de contrôle et de répression des fraudes de la wilaya d'Alger en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale du Groupement d'Alger, plus de 11 tonnes de sucre subventionné ont été saisies à l'intérieur d'une usine de production de produits chimiques et de matériaux de construction dans la commune de Sidi Moussa, selon un communiqué du ministère du Commerce et de la promotion des exportations. Selon la même source, le sucre était mélangé à d'autres éléments chimiques, avant d'être mélangé avec le béton pour en ralentir et retarder le durcissement. En plus du nombre colossal des démantèlements des réseaux de spéculation et des arrestations de spéculateurs, les affaires liées au fléau de la spéculation ont connus, à leurs tours, une hausse considérable au niveau des tribunaux du pays.

Le 8 mars dernier, et lors de l'ouverture d'une audience judiciaire au tribunal criminel de première instance de Dar El Beïda à Alger, pour des affaires de spéculation illicite, six spéculateurs ont écopé des peines lourdes allant de la réclusion à perpétuité à 10 ans de prison ferme contre 6 accusés. En plus de la spéculation, il s'agit aussi d'un groupe criminel spécialisé dans la contrebande, auquel les six spéculateurs faisaient parties et actaient au niveau des frontières terrestres du pays. En raison de la gravité de la menace qu'il portait à l'économie nationale et à la santé et sécurité pu-

blique, puisque ce groupe criminel, composé de six spéculateurs et contrebandiers à la fois, faisait traverser des tonnes de denrées alimentaires hors des frontières du pays, des peines extrêmes ont été prononcées contre deux parmi eux. «Le tribunal criminel de première instance de Dar El Beïda a condamné, dans la nuit de mardi à mercredi (du 7 au 8 mars 2023), 2 accusés à la réclusion à perpétuité et 4 autres à 10 ans de prison ferme, pour délit de «spéculation illicite commise par un groupe criminel et contrebande constituant par sa gravité une menace sur l'économie nationale et la santé publique», avait rapporté le 8 mars dernier un communiqué du tribunal de Dar El Beïda. Ces accusés ont été poursuivis également pour délit de «tromperie du consommateur et faux et usage de faux dans des documents administratifs», avait commenté la même institution judiciaire publique. La loi relative à la lutte contre la spéculation illicite prévoit l'application de peines sévères à l'encontre des individus impliqués dans ces crimes pouvant aller, désormais et au lieu de 30 ans à la peine maximale, voire à la réclusion à perpétuité si le crime est commis dans le cadre d'un groupe organisé.

Un jeûne sous haute surveillance pour 4 millions d'Algériens

En Algérie, il existe plus de quatre millions de personnes souffrantes de maladies chroniques (d'asthme, du diabète, d'hypertension artérielle, d'infections chroniques ou encore d'autres formes allergiques chroniques), ces derniers vont entamer, comme tout le monde, leur premier jour du jeûne du Ramadhan, dans un carême qui s'annonce difficile à ce genre de maladie chronique. Le jeûne pendant le Ramadhan chez la population diabétique, asthmatique et celle souffrante de plusieurs formes allergiques, est constamment déconseillé par les médecins et autres professionnels de la santé. Les études ont, en effet, démontré une augmentation du risque de complications aiguës pendant cette période. En Algérie, on dénombre plus de quatre millions d'Algériens qui souffrent de différentes maladies chroniques. Un carême qui s'annonce donc, rude et difficile à la fois, pour ces catégories de la société, car pratiquer un jeûne répété sur plusieurs jours présente des risques majeurs, parfois mortels. Avec plus de 1,5 million d'Algériens qui sont asthmatiques et plus 2,8 millions de diabétiques, le carême durant ce Ramadhan sera compliqué pour ces malades chroniques. Ces quatre millions d'Algériens ne peuvent s'en passer de leurs médicaments devenus vitaux pour leur vie et leur survie à la fois. Indispensable à la vie d'un diabète, le glucose qui se pénètre dans les cellules malades, via l'action de l'insuline, va servir à fabriquer de l'énergie pour vivre. Pour les malades souffrant d'asthme, ces derniers utilisent des appareils respiratoires qu'ils leur permettent une dilatation des voies respiratoires pour favoriser une meilleure oxygénation de l'organisme. Ces millions de malades vont trouver, pendant ce mois de Ramadhan, d'énormes difficultés à suivre leur jeûne en raison de leurs états de santé dus à leur maladie chronique. Le diabète est la deuxième cause de mortalité en Algérie après le cancer.

Le nombre de diabétiques en Algérie est passé d'un million de personnes en 1993 à plus de deux millions en 2007, soit 10% de la population avant d'arriver à 2,8 millions à la fin de l'année 2019, selon l'Institut national des sciences et politiques (INSP). Pour une alimentation déséquilibrée, pour manque d'activité physique ou également pour surpoids (obésité), des centaines de milliers de personnes ont attrapé le diabète de type 1 ou type 2 au cours de ces trente dernières années.

Sofiane Abi

INFO EXPRESS

Disparition

Décès de l'amie de la Révolution algérienne Monique Hervo à l'âge de 95 ans

La militante et écrivaine française, Monique Hervo, amie de la Révolution algérienne, est décédée à l'âge de 95 ans, a-t-on appris du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit. Naturalisée algérienne par décret présidentiel en 2018, la défunte Hervo qui s'est convertie à l'Islam, est connue pour sa lutte pour les causes justes.

La militante qui a assisté à la répression et à l'assassinat d'Algériens lors des manifestations du 17 octobre 1961, a apporté, le 11 mars 1999, son témoignage contre Maurice Papon alors préfet de police de Paris, dans l'affaire l'opposant à l'historien, Jean-Luc Einaudi.

L'amie de l'Algérie a décrit la souffrance des Algériens qui vivaient dans le bidonville de la Folie, à Nanterre avec Marie-Ange Charras, dans un livre intitulé «Bidonvilles : l'enlèvement», publié en 1971 et «Chroniques du bidonville : Nanterre en guerre d'Algérie, 1959-1962», éditions du Seuil, Paris, 2001.

Monique Hervo était connue pour avoir défendu en tant qu'avocate du barreau de Paris, des habitants des bidonvilles puis leurs parents militants au sein de la Fédération du Front de libération nationale (FLN) en France. En cette pénible épreuve, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laid Rebiga a présenté ses sincères condoléances et sa profonde compassion à la famille de la défunte et à ses compagnons d'armes, estimant qu'à travers sa disparition, «l'Algérie a perdu l'une des femmes militantes pètries des nobles valeurs humaines et principes suprêmes de libération». «La regrettée est un modèle à suivre dans son amour pour l'Algérie et son peuple à travers son soutien, avec courage, de la justesse de la cause du peuple algérien et de sa lutte pour la liberté et l'indépendance», a indiqué le ministre, «prie Allah, Tout-Puissant, de l'entourer de Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en son vaste paradis». ■

Jamais sans son Coran !

Sadio Mané, radieux, lit le Livre Saint bord de l'avion vers Leverkusen

Les versets du Coran gravés dans le coeur, le très pieux Sadio Mané n'est jamais plus radieux que lorsqu'il se plonge dans la lecture du Livre Saint, sur la terre ferme ou dans les airs.

Entièrement absorbé par cette saine lecture à bord du vol vers Leverkusen, où son équipe du Bayern Munich devait disputer un match dimanche dernier, la star du football sénégalais a esquissé un large sourire devant l'objectif qui l'a surpris en train de s'imprégner et de méditer la parole de Dieu. Une photo devenue virale en un éclair...

Qu'il fasse le bien autour de lui, notamment à Bamali, son village natal situé en Moyenne-Casamance, où il a généreusement financé la construction d'une école, d'un hôpital et d'une mosquée, ou qu'il supervise le nettoyage de la mosquée Al-Rahma de Liverpool (voir notre vidéo ci-dessous), se retroussant les



manches avec une rare

humilité, Sadio Mané éclaire chacun de ses actes à la lueur des enseignements coraniques primordiaux.

Jamais sans son Coran ! Sadio Mané l'a une fois encore prouvé à bord de l'avion affrété spéciale-

ment pour le Bayern Munich. Il ne perd jamais une occasion de revivifier sa foi en lisant et relisant ses versets, avec une ferveur renouvelée à l'approche imminente de la célébration du Ramadan. ■

INFO EXPRESS

M. Baghali La Radio algérienne se dotera prochainement d'une direction de la numérisation

La Radio algérienne va se doter, dans les prochaines semaines, d'une direction de la numérisation. C'est ce qu'a annoncé, ce mardi, son directeur général, M. Mohamed Baghali précisant que cette nouvelle structure sera chargée du développement de la sécurité numérique.

«Le défi de la numérisation est devenu incontournable et nous devons le relever dès maintenant, et non pas dans le futur», a déclaré M. Baghali lors d'une émission diffusée sur la page Facebook de la Chaîne 1, affirmant que la mission de la nouvelle direction de la numérisation sera de «développer la cybersécurité, particulièrement, dans ce contexte de guerres de nouvelle génération et d'attaques visant les institutions de l'État».

Félicitant les nombreux ingénieurs et cadres de la Radio nationale qui se sont engagés dans la dynamique de la numérisation, M. Baghali a affirmé qu'en dépit du manque de ressources, la Radio algérienne est l'une des institutions médiatiques leaders dans ce domaine. Il a rappelé, à ce propos, que la Radio algérienne avait récemment lancé une plateforme numérique conforme aux normes internationales, une application mobile pour les téléphones Android et iOS et réunit plus de 11 millions d'abonnés sur les réseaux sociaux. Interrogé sur la grille des programmes concoctée pour le mois de Ramadhan, M. Baghali a indiqué que des émissions religieuses, culturelles et artistiques riches et variées seront proposées aux auditeurs sur les différentes chaînes nationales, régionales et thématiques. ■

Wakfs

M. Belmehdi annonce le lancement officiel de la distribution du Saint Coran en Braille

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi a annoncé mardi lors d'une cérémonie organisée à Dar El-Imam (El-Mohammadia, Alger) en présence de plusieurs membres du Gouvernement, le lancement officiel de l'opération de distribution du Saint Coran en Braille à titre gracieux à l'intérieur et à l'extérieur du pays. M. Belmehdi a indiqué dans une déclaration que «la réalisation du Coran en Braille constitue un exploit dans l'histoire de l'Algérie nouvelle, étant le premier Coran écrit en Braille», affirmant que cette version destinée aux non-voyants se veut une preuve de la grande importance accordée par l'État algérien au Livre Saint, et de tout l'intérêt qu'il

voue à cette catégorie de personnes.

La réalisation du projet du Coran en Braille qui sera distribué à travers 8 wilayas, en plus du quota réservé à la Bibliothèque nationale d'Algérie, intervient en application des instructions du président de la République et du programme du Gouvernement visant à assurer une meilleure prise charge des non-voyants, à travers leur accompagnement, en leur assurant la formation nécessaire en coordination avec les différents secteurs ministériels, a-t-il ajouté.

«L'opération de distribution qui coïncide avec la célébration de la fête de la Victoire et à la veille du mois de Ramadhan, touchera

progressivement toutes les wilayas», a-t-il dit.

«5000 exemplaires ont été imprimés dans une première étape», a-t-il rappelé précisant qu'il sera procédé à l'impression de quotas supplémentaires selon la demande. «La distribution à l'étranger se fera à partir de la France via la grande Mosquée de Paris qui a demandé un quota de 100 versions», a ajouté le ministre.

L'opération de distribution se poursuivra «en direction des pays du Sahel en Afrique et concernera respectivement le Niger, le Nigéria, le Sénégal et le Mali, puis les pays de l'Afrique subsaharienne, les pays arabes et d'autres prochainement», a fait savoir M. Belmehdi. ■

Institut de Stockholm (SIPRI)

L'Égypte, l'Algérie et le Maroc sont les plus grands importateurs d'armes en Afrique

Un nouveau rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) a révélé que «l'Égypte, l'Algérie et le Maroc étaient en tête de liste des importateurs d'armes en Afrique».

Le rapport a indiqué que «l'Égypte arrive en tête de liste des pays africains en termes d'importations d'armes, tandis que l'Algérie et le Maroc se situent respectivement aux deuxième et troisième rangs en termes de leur part d'importations d'armes, selon les différentes sources d'achats pour chacun

d'eux». Le rapport a souligné qu'entre 2018-2022, ces pays ont réduit leurs achats d'armes majeures de 58% et 20%, respectivement, et en conséquence, les importations d'armes dites majeures vers l'Afrique ont diminué de 40%, par rapport à la période 2013-2017.

L'Angola, l'Égypte et le Mali arrivent en tête de liste des principaux importateurs d'Afrique subsaharienne, et les pays de cette sous-région ont réduit leurs importations d'armes de 23%, au cours de la période 2018-2022, selon l'Institut de Stockholm.

La Russie est le plus grand fournisseur d'armes de l'Afrique subsaharienne, après la Chine, et parmi les autres principaux fournisseurs du continent figurent les États-Unis et la France.

Les États-Unis, la Russie, la France, la Chine et l'Allemagne sont respectivement en tête du classement mondial des exportateurs d'armes. En termes d'importations, la liste des cinq plus grands pays du monde comprend l'Inde, l'Arabie saoudite, le Qatar, l'Australie et la Chine. Dans ses données récentes, l'Insti-

tut de Stockholm a noté qu'entre 2018-2022, par rapport à la période 2013-2017, l'offre mondiale d'armes a diminué de 5,1%, tandis que les livraisons à l'Europe ont fortement augmenté, en conséquence directe du soutien occidental à l'Ukraine.

Le rapport de l'Institut indique que la part des États-Unis dans les exportations mondiales d'armes est passée de 33% à 40%, tandis que la part de la Russie est passée de 22% à 16%, en lien avec les événements de la guerre en Ukraine et ses répercussions. ■

La colère syndicale et populaire affaiblit Emmanuel Macron

Crise politique en France

Aveu de faiblesse, échec et autres titres accusant Macron devant la crise française actuelle : la presse française a fustigé vendredi le recours à l'article 49.3 pour faire passer la réforme des retraites, et pointe du doigt Emmanuel Macron pour la crise politique et sociale qui menace le pays.



La presse internationale n'est pas en reste, soulignant, à l'instar du *New York Times*, que le conflit sur les retraites révèle un Macron affaibli et plus isolé, selon qui cette réforme pèsera longtemps sur le pays. « Quel aveu de faiblesse ! » s'exclame Jean-Marcel Bouguereau dans *La République des Pyrénées*. « Le gouvernement ne dispose pas d'une majorité absolue pour faire passer la réforme phare du quinquennat », poursuit-il, estimant que c'est une énorme crise politique qui s'annonce. « Gain politique zéro, coût social majeur. L'échec d'une tactique signe, la solitude criante du président », écrit Florence Chédotal dans *La Montagne*. « À présent, comment reprendre la main quand la mère des réformes se solde de la sorte ? » se demande-t-elle, évoquant une séquence

désastreuse où s'épaissit le brouillard. « Emmanuel Macron s'est lui-même coincé dans une impasse politique », constate Patrick Jankielewicz dans *La Voix du Nord*. « S'il fallait sauver la réforme des retraites, il n'y avait qu'une façon de le faire : il fallait aller jusqu'au vote. C'était bien sûr courir le risque d'être battu, mais en politique, il vaut parfois mieux tomber avec les honneurs que passer en force et sans gloire au risque de jeter de l'essence sur le brasier social », poursuit-il. « Une question domine déjà toutes les autres après cette journée historique : onze mois après son commencement, le quinquennat d'Emmanuel Macron est-il déjà fini ? » s'interroge Maurice Bontinck dans *La Charente libre*, pour qui l'usage du 49.3 résonne comme un aveu de faiblesse de ce qu'il convient d'appeler au-

jourd'hui la minorité présidentielle. « Le goût de l'échec », titre pour sa part Yves Thérard dans *Le Figaro*, qui estime également que l'exécutif est plus que jamais affaibli. Même constat pour (Sud Ouest), pour qui « c'est un tandem affaibli qui va devoir gérer l'après ». « La colère syndicale et populaire qui s'est intensifiée hier, après la séance avortée au Palais-Bourbon, est grosse de menaces. Avec, dans le pire des cas, un blocage prolongé du pays. Et, sinon, une rancœur qui trouvera d'autres motifs pour s'exprimer, bridant la volonté réformatrice du gouvernement », met en garde l'éditorialiste. Même inquiétude pour *Libération*, dont l'éditorial de Dov Alfon estime que « c'est dans l'instabilité que la réforme des retraites mal acquise pousse la France, sa démocratie et ses travailleurs ». « Crise de ré-

gime », titre pour sa part Maud Vergnol dans *L'Humanité*. « Avec ce nouveau recours au 49.3, le divorce entre nos institutions et le peuple est consommé, acmé d'une crise rampante de délégitimation du pouvoir politique, ouvrant une voie royale aux tentations autoritaires. L'incendiaire de l'Élysée est l'unique responsable de cette situation », estime-t-elle. La presse internationale n'en dresse pas moins le même constat d'un président affaibli et d'une situation sociale explosive en France. « La République bloquée », titre *Die Zeit*, selon qui « il y a des réformes dont un gouvernement ne se relève jamais ». « La confiance dans le président et le Parlement, déjà en berne, a subi un coup supplémentaire ce jeudi. Emmanuel Macron en est le premier responsable », juge l'hebdomadaire allemand. L'utilisation du 49.3 symbolise « l'échec de la politique et une crise institutionnelle profonde », estime Ana Fuentes dans *El País* quotidien espagnol, « Macron, dont la popularité est au plus bas, toujours remis en question pour son caractère hautain et déconnecté de la rue, est entré dans la même phase que ses prédécesseurs Alain Juppé, en 1995, et Nicolas Sarkozy, en 2010, lorsqu'ils ont eux aussi réformé les retraites », ont-ils informé.

Oké Faouzi

Partygate

Boris Johnson joue son avenir politique ce mercredi face à une commission parlementaire

L'ancien Premier ministre sera interrogé devant la commission qui doit trancher sur sa responsabilité dans les fêtes organisées à Downing Street pendant les confinements. Boris Johnson a-t-il sciemment menti aux députés britanniques ? L'ancien Premier ministre pourrait jouer son avenir politique mercredi lors d'une audition télévisée au cours de laquelle il sera longuement interrogé sur les fêtes organisées à Downing Street pendant les confinements face au Covid. L'audition devant une commission parlementaire doit débuter dans l'après-midi et durer entre deux et quatre heures. L'ancien chef du gouvernement conservateur de 58 ans, poussé à la démission en juillet dernier après une série de scandales dont celui du « partygate », a déjà rendu public sa défense, plaidant la bonne foi dans un mémoire de 52 pages publié mardi, où il pointe du doigt ses principaux conseillers. La commission doit déterminer si M. Johnson a menti délibérément à la Chambre des Communes, notamment lorsqu'il a affirmé en décembre 2021 devant les députés que « les règles ont tout le temps été respectées » à Downing Street pendant la pandémie. Le « partygate », ces révélations en cascade, pendant des mois, sur les fêtes arrosées à Downing Street en plein confinement, avait suscité la colère des Britanniques qui avaient dénoncé un « deux poids

deux mesures » intolérable. Après une enquête de police, Boris Johnson et sa femme Carrie ont déjà reçu une amende en 2022 pour avoir participé à une fête surprise organisée à l'occasion de l'anniversaire du dirigeant en juin 2020. L'actuel Premier ministre Rishi Sunak s'y trouvait aussi et a aussi dû payer une amende. Si la commission conclut qu'il a menti, Boris Johnson risque de perdre son siège de député, compromettant le reste de sa carrière politique et ses espoirs de revenir un jour à Downing Street. Dans sa défense publiée sous forme de « preuves écrites », il affirme qu'il « assume l'entière responsabilité de tout ce qui s'est passé sous (sa) surveillance » à Downing Street. Il reconnaît également que « plusieurs jours », « il y a eu des rassemblements » au 10 Downing Street. « Ils n'auraient jamais dû avoir lieu », poursuit-il en présentant ses excuses aux Britanniques. « Il est bien sûr vrai que mes déclarations au Parlement selon lesquelles les règles avaient été suivies à tout moment ne se sont pas avérées exactes », écrit-il. « Mais lorsque ces déclarations ont été faites, elles l'ont été en toute bonne foi et sur la base de ce que je savais et croyais honnêtement à l'époque », ajoute-t-il, en expliquant qu'il s'était basé sur ce que lui avaient dit ses principaux conseillers. ■

Le Maroc poursuit sa politique d'agression contre les militants sahraouis

L'association pour la protection des défenseurs sahraouis des droits humains « Soleil de la liberté » a souligné que les restrictions imposées par les autorités d'occupation marocaines à la liberté de circulation des civils dans les villes du Sahara occidental occupé constituaient « une violation flagrante » des règles du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'Homme, dénonçant l'interdiction par Rabat à l'activiste sahraoui Yahia Mohamed El-Hafedh de voyager. Dans un communiqué, le bureau exécutif de l'association « Soleil de la liberté » a condamné « les obstacles que le régime marocain dresse pour entraver le travail des défenseurs des

droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés » et déploré l'« interdiction par les autorités d'occupation à l'activiste Yahia Mohamed El-Hafedh de se rendre dans la ville de Laâyoune occupée, après avoir fait l'objet dimanche d'agressions physiques et verbales de la part des agents des forces de répression marocaines, lui causant des blessures dans plusieurs parties du corps ». « Après avoir été transféré dans la nuit par sa famille dans un hôpital de la ville de Tan-Tan, dans le sud du Maroc, Yahia Mohamed El-Hafedh, a de nouveau été encerclé par plusieurs véhicules des forces d'occupation marocaines et contraint de quitter l'hôpital sans recevoir les soins nécessaires », a ajouté l'association. Et de préciser

également que « l'agression contre Yahia Mohamed El-Hafedh est intervenue quelques jours après sa libération, après avoir purgé une peine injuste de 15 ans de prison », soulignant que ce traitement s'inscrit « dans le cadre de la politique de pression que mène l'occupant marocain envers les défenseurs sahraouis des droits de l'Homme en les privant notamment de leur droit de circuler et de voyager », outre « la fermeture de l'accès aux territoires sahraouis occupés aux organisations des droits de l'Homme et aux observateurs internationaux, afin de les empêcher d'examiner la situation des droits de l'Homme » qui ne cesse de se dégrader au Sahara occidental occupé. ■

Armée sahraouie

Nouvelles attaques contre les forces d'occupation marocaines dans le secteur de Haouza

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené de nouvelles attaques ciblant les positions des forces d'occupation marocaines dans le secteur de Haouza, indique mardi le communiqué N°752 du ministère sahraoui de la Défense. Selon le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), « des détachements avancés de l'APLS ont mené de nouvelles attaques ciblant les retranchements des forces d'occupation marocaines dans la région de Laksibine et le

point d'alerte n11 dans la région de Aksibi Nakhla dans le secteur de Haouza. Des unités avancées de l'APLS avaient intensifié lundi leurs attaques contre les positions des forces de l'occupation dans le secteur de Mahbes dans la région de Amitir Lemkhinza. Les attaques de l'APLS se poursuivent contre les forces d'occupation marocaines qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte, conclut le communiqué. ■

contribution

Les facteurs économiques et sécuritaires des acteurs USA/Chine, Europe/Russie au niveau de l'Afrique via le Sahel

Quel rôle pour l'Algérie ?

Cette contribution est une synthèse que j'ai transmise pour donner une conférence, suite à l'invitation de la Konrad Adenauer Stiftung qui a organisé à Nouakchott, du 19 au 22 février 2023, un débat qui portera sur le rôle économique des acteurs externes dans l'espace Maghreb-Sahel, en particulier la Chine, la Russie, la Turquie et les Emirats arabes unis.

Qu'il s'agisse de crises régionales, de scissions d'États, de prolifération d'armes de destruction massive ou de conflits internes (ethniques, religieux, culturels ou autres), le monde est à l'aube d'une nouvelle reconfiguration des relations internationales.

1.-Le renforcement du dialogue méditerranéen en matière de défense et de sécurité

Concernant l'Europe, l'Otan est perçue par bon nombre de pays européens comme une organisation capable de les protéger face aux nouveaux types de menaces. Pour l'instant, le vieux rêve d'une Europe de la défense que caressent un certain nombre de pays du Vieux Continent est au point mort, bien que certains pays européens se mettent à la recherche d'une alternative à l'Otan et à l'Union de l'Europe occidentale (UEO) laquelle, pour d'autres raisons, ne pouvait prétendre combler le vide de sécurité en question. Or, l'UEO est non seulement absente du théâtre européen mais aussi, elle connaît sa dépendance vis-à-vis de l'Otan qui rend difficile son autonomie. C'est dans ce cadre, que des tentatives sont faites pour redynamiser le dialogue euro-méditerranéen avec deux initiatives : d'une part, la politique européenne de voisinage ; d'autre part, le partenariat stratégique entre l'Union européenne d'un côté et la Méditerranée et le Moyen-Orient de l'autre. D'ailleurs, la stratégie de l'Union pour la Méditerranée avait le même objectif stratégique bien que se différenciant sur les tactiques de relance du partenariat méditerranéen, sous-tendant une prospérité partagée Europe-Afrique via la Méditerranée pour freiner l'émigration massive notamment de l'Afrique subsaharienne avec comme tampon pilier le Maghreb. Selon la Commission de Bruxelles et le Parlement européen entre l'Europe et la zone Méditerranée, il s'agit de faire bloc, de rapprocher les Européens et leurs voisins immédiats où en matière de défense et de sécurité, des consultations re-

latives à la mise en place d'un dialogue entre le Maghreb et l'Union européenne ont eu lieu sous forme de consultations informelles et de réunions formelles. Mais il serait souhaitable d'apporter des clarifications sur deux questions jugées fondamentales : d'une part, la valeur ajoutée de cette offre de dialogue par rapport au dialogue méditerranéen de l'Otan, d'autre part, la coopération en matière de lutte contre le terrorisme entre le Maghreb et l'UE dans le cadre de la PESD.

2.- Les tensions au Sahel, facteur d'instabilité régionale

Les relations entre les deux rives du Sahara et les dynamiques de la conflictualité saharienne actuelle interpellent l'Europe qui doit être attentive aux stratégies des pays du Maghreb en direction de leur Sud et sur les relations de toutes natures entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne. Et notamment la pénétration de l'islamisme radical à ne pas confondre avec l'islam religion de tolérance à l'instar du judaïsme ou du christianisme avec des menaces réelles tant au Maghreb, qu'en Europe. Et sans oublier qu'existent des influences religieuses autour de la conception de l'Islam qui influence largement les dirigeants politiques au Sahel. Nous avons assisté dans la région à de profondes mutations de la géopolitique saharienne après l'effondrement du régime libyen, avec des conséquences pour la région. De plus en plus nombreux, des migrants subsahariens s'installent désormais dans les pays du Maghreb avec l'intensification de la contrebande. Bien avant et surtout depuis la chute du régime de Kadhafi, le Sahel est l'un de ces espaces échappant à toute autorité centrale, où se sont installés groupes armés et contrebandiers. Kadhafi disparu, des centaines de milliers d'armes, dont 15 000 missiles sol-air qui étaient dans les entrepôts de l'armée libyenne, ont équipé les rebelles au fur et à mesure de leur avancée et dont une partie a été accaparée par différents groupes qui opèrent au Sahel. Dès lors, la sécurité de l'Algérie est posée à ses frontières. La frontière algéro-malienne est de 1 376 km, la frontière entre l'Algérie et la Libye est de 982 km, la frontière algéro-nigérienne est de 956 km, la frontière algéro-tunisienne est de 965 km, soit au total 4 279 km à surveiller. Le problème est plus grave pour les frontières conjointes avec le Mali et la Libye, ne devant pas oublier que les terroristes étaient venus depuis cette région lors de l'attaque terroriste de Tigentourine.

Pour l'Algérie, selon M^{me} Amanda Dory, l'ex-secrétaire adjointe chargée des Affaires africaines auprès du département américain de la Défense, intervenant devant la sous-commission des affaires de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, qui a consacré une audition sur la situation politique, économique et sécuritaire en Afrique, je la cite : «De par sa situation géographique stratégique au Maghreb et sa longue histoire de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme



violent sur son territoire, l'Algérie constitue un pilier pour, non seulement lutter contre Aqmi et ses groupes affiliés, mais aussi pour ramener la stabilité dans la région, l'Algérie étant un partenaire de sécurité crucial pour les États-Unis dans le cadre de la lutte contre les groupes terroristes dans la région», fin de la citation. Il s'agit dorénavant de mettre l'accent sur l'obligation d'appliquer une stratégie interrégionale qui associe l'ensemble des pays de la zone en plus des partenaires européens et internationaux, du fait que la région est devenue un espace ouvert pour divers mouvements terroristes et autres groupes qui prospèrent via le trafic d'armes ou de drogue, menaçant la sécurité régionale surtout récemment avec la venue de terroristes d'Irak et de Syrie. D'où l'urgence d'une coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale, nécessitant une amélioration des bases de données afin de lutter efficacement contre le crime transfrontalier et le terrorisme. Il s'agit donc de lever les contraintes, du fait que la corruptibilité générale des institutions pèse lourdement sur les systèmes chargés de l'application des lois et la justice pénale en général, qui ont des difficultés à s'adapter aux nouveaux défis posés par la sophistication des réseaux du crime organisé (les cyber-attaques). À terme, la stratégie vise à attirer graduellement les utilisateurs du système informel vers le réseau formel et ainsi isoler les éléments criminels pour mieux les cibler tout en diminuant les dommages collatéraux pour les utilisateurs légitimes. Sur le court terme, les tensions dans la région – notamment pour la protection de ses frontières, la situation en Libye, au Mali et accessoirement les actions terroristes à sa frontière en Tunisie – ont imposé à l'Algérie des dépenses supplémentaires s'expliquant en partie par l'insécurité régionale.

3.-La sécurité régionale implique une autre vision des relations internationales

La crise actuelle en Ukraine devrait conduire à de profondes reconfigurations socio-économiques, techno-

logiques mais également sécuritaires. En effet, privilégiant en premier lieu ses intérêts stratégiques propres, l'Algérie agit en fonction d'un certain nombre de principes et à partir d'une volonté avérée de contribuer à la promotion de la sécurité et de la stabilité dans la région. Entre la lointaine et très présente Amérique et la proche et bien lointaine Europe, entre une stratégie globale et hégémonique, qui possède tous les moyens de sa mise en œuvre et de sa projection et une stratégie à vocation globale qui se construit laborieusement et peine à s'autonomiser et à se projeter dans son environnement géopolitique immédiat, quelle attitude adopter et quels choix faire pour l'Algérie ? Sollicitée, l'Algérie qui a adopté une position de neutralité dans les conflits, privilégiant le dialogue productif, s'interroge légitimement sur le rôle, la place ou l'intérêt que telle option ou que tel cadre lui réserve ou lui offre, qu'il s'agisse du Dialogue méditerranéen de l'Otan, du partenariat euro-méditerranéen, des traités stratégiques qui la lient à la Russie et à la Chine où les nouveaux défis dépassent en importance et en ampleur les défis qu'elle a eu à relever jusqu'à présent. La fin de la guerre froide, marquée par l'effondrement du bloc soviétique et les attentats survenus aux États-Unis le 11 septembre 2001, représente un tournant capital dans l'histoire contemporaine. Le premier événement marque la fin d'un monde né un demi-siècle plus tôt et la dislocation d'une architecture internationale qui s'est traduite, des décennies durant, par les divisions, les déchirements et les guerres que nous connaissons. Aujourd'hui, les menaces sur la sécurité ont pour noms terrorisme, prolifération des armes de destruction massive, crises régionales et délitement de certains États. Or, les défis collectifs nouveaux sont une autre source de menace : ils concernent les ressources hydriques, la pauvreté, les épidémies, l'environnement. Ils sont d'ordre local, régional et global.

**P^r des Universités
Expert international
D^r d'Etat Abderrahmane Mebtoul**

Tiaret

Opération de relogement des sinistrés

Dans le cadre de l'opération d'attribution de logements, 101 familles sinistrées qui occupent des habitations sur l'assiette de la zone industrielle depuis des années ont bénéficié, ces derniers jours, des appartements réalisés dans le cadre «RHP», selon le chef de daïra.

Les membres de la commission ont réussi à satisfaire l'ensemble des occupants, du fait qu'après enquête, il s'est avéré qu'un nombre des concernés exclus de l'opération ont bénéficié d'un logement ou d'un lot de terrain, durant les années précédentes. Cette opération est inscrite dans le cadre de la récupération des poches pour l'investissement industriel. Il y a quelques jours, nous venons d'apprendre le retour des éleveurs pour transformer le lieu récupéré en des bergeries pour l'élevage. Pour ce qui est de la cité Zabala et Diar El Hana, deux cités avec 240 et 114 familles installées depuis 1957, le recensement a déjà été établi par les membres de la commission, et ce en présence du chef de la daïra et les services de sécurité (Police - Gendarmerie nationale). Les enquêteurs ont mené cette opération tôt le matin afin de faire toute la lumière sur la situation des sinistrés. Un travail assuré par huit commissions affectées sur les huit bâtiments qui datent de l'ère colonial.



Lors du recensement figurent des propriétaires munis de livrets fonciers et autres, toujours locataires de l'OPGI. Reste le cas de Karmen ou des familles du bidonville de la honte au nombre de 900 familles qui est à l'étude. L'un des lieux qui a connu deux opérations dans un passé où un nombre important a

bénéficié de logements neufs mais avec la complicité de certains exclus. Ce recensement s'inscrit dans le cadre du nouveau programme, a indiqué le wali lors d'un point de presse accordé à notre rédaction. Une fois les programmes lancés et achevés à 95 %, il reste l'aval de la tutelle afin de lancer un nouveau

quota une fois que les 500 logements sociaux seront lancés au cours du second trimestre. Pour rappel, on compte près de 5.000 unités affectées aux promoteurs de la wilaya dont la majorité a remis les clés à leurs acquéreurs.

Hamzaoui Benchohra

Tiaret

Le gang de Ksar Chellala démantelé

Le 13 mars 2023, les éléments de la police, en collaboration avec les gendarmes relevant des services de sécurité de la wilaya de Tiaret, ont mené une opération de grande envergure. Cette opération a permis de mettre un terme aux activités d'un gang de quartier qui semait, jusque-là, la terreur auprès des habitants de la commune de Ksar Chellala. En effet, les membres du gang, qui avaient

déjà commis plusieurs actes criminels, ont fait irruption aux urgences de l'hôpital. Cependant, ils ont rapidement été maîtrisés par les forces de l'ordre à l'intérieur de l'établissement hospitalier. Suite à l'arrestation des membres du gang, les services responsables ont découvert un lot d'armes blanches et de gourdins. Au nombre de onze délinquants présentés devant la jus-

tice, sept personnes ont été écrouées et quatre ont bénéficié de la citation directe. L'opération menée par éléments chargés de l'intervention ont réussi à arrêter ce gang quelques minutes après une rixe dans un quartier populaire. Au chapitre de la vente illégale des comprimés de psychotropes, les éléments (BRI) ont réussi de mettre la main sur l'un des plus dangereux repris de jus-

tics en possession de plus de 6.000 comprimés de psychotropes. Le dealer a été arrêté à l'entrée Sud de la wilaya, à bord d'un véhicule touristique par les mêmes éléments. Présenté hier devant la justice, il a été placé sous mandat de dépôt. Pour le mois de Ramadhan, les services de sécurité sont mobilisés sur tous les fronts.

Hamzaoui Benchohra

El Oued

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans la spéculation illicite de produits subventionnés

Les éléments du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya d'El Oued ont démantelé un réseau criminel organisé spécialisé dans la spéculation illicite de produits subventionnés, en l'occurrence l'orge fourragère destinée à l'élevage camelin, a indiqué mardi un communiqué des services du corps constitué.

Les membres du Groupement territorial de la GN d'El Oued «ont démantelé un réseau criminel organisé spécialisé dans la spéculation illicite de produits subventionnés, en l'occurrence l'orge fourragère destinée à l'élevage camelin, suite à des investigations qui font état d'infractions et de manipulation de faux dossiers ou de

dossiers existants à l'insu de leurs propriétaires, déposés auprès de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) par des courtiers pour s'adonner au trafic de cette matière subventionnée», note la même source.

Suite à l'enquête, «des pertes au niveau du Trésor public estimées à environ 4 milliards de centimes ont été enregistrées en plus des préjudices infligés aux agriculteurs et aux véritables éleveurs qui n'ont pas bénéficié de l'aide de l'Etat», précise-t-on dans le communiqué. L'opération s'est soldée par «l'arrestation de neuf (9) suspects, trois cadres de la coopérative, deux courtiers, deux vétérinaires, un employé ayant déposé de faux

dossiers et un autre employé à la Chambre d'agriculture, sachant qu'un autre suspect est en état de fuite».

Les mis en cause sont poursuivis notamment pour «spéculation illicite dans le cadre d'une association criminelle organisée», «abus de fonction et violation des lois et réglementations, abus d'influence, octroi d'indus avantages et infraction à la réglementation du marché».

La brigade territoriale de la GN de Bayadha a diligenté une enquête sur l'affaire, tandis que les suspects seront traduits devant les juridictions territorialement compétentes, a conclu le communiqué.

Agence

INFO EXPRESS

Aïn Témouchent Quatre nouveaux navires de fabrication algérienne pour renforcer la flottille de pêche

La flottille de pêche à Aïn Témouchent a été renforcée par quatre nouveaux bateaux de fabrication algérienne, entrés dernièrement en service, a indiqué mardi le directeur du secteur Houari Kouissem. Ces quatre navires, d'une longueur de 12 mètres chacun, s'inscrivent dans le cadre de l'industrie navale nationale, que le ministère de tutelle mise sur la promotion, dans une stratégie visant à renforcer les capacités de l'industrie navale localement afin de répondre à la demande des professionnels de la pêche maritime, ainsi que pour le développement des capacités de production halieutique, a souligné le même responsable.

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) a contribué au financement de deux navires, tandis que la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) a assuré le financement de la réalisation d'un navire dans le cadre des mesures de soutien à l'investissement. Le quatrième navire s'inscrit dans le cadre de l'investissement autofinancé, sachant que ces navires sont entrés en service ce mois de mars au niveau des ports de Beni Saf et Bouzedjar, a fait savoir M. Kouissem. Le secteur compte 250 navires de pêche activant au niveau du port de Bouzedjar et 300 autres au port de Beni Saf et le travail est en cours pour renforcer davantage cette flottille à travers des projets d'investissements visant à la doter de nouvelles unités de pêche, a-t-on indiqué.

Agence

décryptages

France

L'Espace public, source de préoccupation pour la classe dominante française

En France, le mouvement de protestation contre la réforme des retraites, désormais ponctué, à la suite de son imposition dictatoriale par le recours au despotique 49.3, d'occupations quotidiennes de plusieurs places urbaines, notamment la place de la Concorde à Paris, confirme combien l'Espace public constitue une source de préoccupation majeure pour la classe dominante pour le gouvernement Macron.

Globalement, quelle que soit la forme de gouvernance, démocratique ou dictatoriale, l'Espace public revêt une dimension politique hautement névralgique. Mais de manière plus accentuée en France.

Et les dernières déclarations du ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, viennent rappeler combien le principal souci sécuritaire de l'État impérialiste français, c'est l'évitement de l'occupation de l'Espace public par des protestataires. C'est l'obstruction d'érection de campements à vocation politique dans les centres villes.

Comme l'a rapporté Franceinfo : « L'ordre public a également été abordé par le ministre de la police dans son message, dans lequel il accorde une tolérance zéro zadi-sation ». Autrement dit, tolérance zéro à l'occupation pérenne de l'Espace public. Pour rappel, le terme zadisme est issu de l'acronyme ZAD (zone à défendre). Mais ZAD relevait au départ du jargon d'urbanisme. Il signifie « zone d'aménagement différencié ». Par extension, il a donné naissance au néologisme zadisme pour désigner une forme de campement à vocation politique, de militantisme consistant à occuper des zones que l'on désire préserver, dans le cas des sites naturels, ou « fructifier » politiquement, dans le cas d'une place publique urbaine.

Au XIX^e, en Europe, les grandes villes capitalistes ont été régulièrement en proie à des émeutes et insurrections, dont le point culminant fut la Commune de Paris en 1871. Par ailleurs, avec le développement du capitalisme les luttes sociales deviennent de plus en plus urbaines, contrairement aux époques antérieures où elles étaient à base essentiellement rurales (phénomène encore dominant tout le long du XX^e siècle dans les pays colonisés ou semi-colonisés). La



ville devient ainsi le centre de la lutte. Et la lutte se concentre en ville.

Aussi, dès cette époque troublée, la bourgeoisie, via l'État, l'organe chargé de son intérêt général, s'intéresse à l'urbanisme dans une optique essentiellement sécuritaire. Depuis lors, pour contrôler et réprimer aisément les « classes dangereuses », les architectes de la politique antisubversive conçoivent l'urbanisation comme un espace de pacification politique et de désamorçage des conflits sociaux. En effet, avec la naissance du capitalisme, le développement exponentiel des villes a induit une politique architecturale et urbanistique soucieuse prioritairement du maintien de l'ordre établi. Pour ce faire, tout le territoire urbain est configuré dans le dessein de restreindre les relations humaines, d'empêcher les rencontres, l'expression de la spontanéité (artistique, ludique, à plus forte raison politique).

Cette politique urbanistique utilitariste n'est jamais qu'une inscription dans l'espace des rapports sociaux capitalistes, caractérisés par l'exigence de la valorisation du capital

et de la reproduction sociale fondée sur une ségrégation spatiale et une inégalité sociale. Aussi, peut-on dire que la fracture sociale se conjugue avec la fracture spatiale. Et pour colmater artificiellement ces fractures, notamment en France, l'État des riches, hanté par l'unité nationale, s'emploie constamment (mais vainement) à cimenter la population par l'érection de superstructures idéologiques fédératrices, incarnées notamment par les célébrations des héros patriotiques et autres événements historiques, symbolisées par la politique incantatoire de « vivre ensemble » au-delà de « nos » clivages sociaux, « nos » divergences d'intérêts.

Globalement, dans les pays capitalistes développés, notamment en France, dans la conception étatique de l'organisation urbanistique, l'Espace public doit demeurer une zone de non-droit pour ses habitants. En dehors de la fréquentation du lieu d'exploitation appelé entreprise, et des temples de la consommation incarnés par les centres commerciaux, les divers boutiques et magasins de commerce, où la concentration

massive des foules est encouragée et promue en politique de la ville pour des raisons consuméristes, les habitants sont sommés de confiner leur existence dans leur habitation carcérale bâtie dans ces édifices immobiliers (bidonvilles sociaux bâtis loin de la ville) verticaux, ravagés par la pollution sonore et atmosphérique, la vacuité existentielle et la solitude pathologique.

Ainsi, dans le souci d'harmoniser le capitalisme par l'instauration de la paix sociale et la neutralisation des révoltes insurrectionnelles, l'aménagement urbanistique et architectural est en permanence conçu dans l'optique de contrôle de l'Espace public, d'injonction de manière de vivre et de circulation, par ailleurs mise sous surveillance via les caméras et, désormais, via certaines applications numériques.

Au reste, les urbanistes et les architectes ont pour fonction de concevoir un Espace public totalement policé, chloroformé, caudérisé. Une architecture urbaine où la bonne « conscience citoyenne » (républicaine et laïque dans le cas de la France) efface toutes les aspérités sociales. Un espace où l'opposition de classe est, au moins amortie, sinon annihilée (idéologiquement s'entend). Une agglomération où les citoyens sans distinction sociale partagent dans un esprit de civilité mercantile les mêmes espaces de travail et de consommation. Un espace « harmonieux », citoyen (républicain, laïque). Construit pour l'apaisement social (un cadre social par ailleurs trop violemment miné par les tensions pathologiques générées par les conditions de vie précarisées et paupérisées). Construit pour la neutralisation des conflits sociaux. La pacification des rapports sociaux et la sécurisation des biens. La protection des gens honnêtes (entendu gens de biens) et de la propriété (privée : prioritairement celle des nantis, il va de soi). Un espace où les distinctions sociales sont diluées, les clivages jugulés, les crispations communautaristes désamorçées.

A Suivre...
Khider Mesloub

Dès cette époque troublée, la bourgeoisie, via l'État, l'organe chargé de son intérêt général, s'intéresse à l'urbanisme dans une optique essentiellement sécuritaire. Depuis lors, pour contrôler et réprimer aisément les « classes dangereuses », les architectes de la politique antisubversive conçoivent l'urbanisation comme un espace de pacification politique et de désamorçage des conflits sociaux. En effet, avec la naissance du capitalisme, le développement exponentiel des villes a induit une politique architecturale et urbanistique soucieuse prioritairement du maintien de l'ordre établi. Pour ce faire, tout le territoire urbain est configuré dans le dessein de restreindre les relations humaines, d'empêcher les rencontres, l'expression de la spontanéité (artistique, ludique, à plus forte raison politique).

**PATRIMOINE CULINAIRE
TUNISIEN**

**MUSEUM LAB OUVRE
UNE MAISON DU
PAIN AU KEF**

L'association Museum Lab a inauguré La Maison du pain, ou Dar el Khobz en arabe, dans la ville du Kef, une région du nord-ouest de la Tunisie connue pour sa culture céréalière.

Ce projet, réunit cinq, femmes boulangères avec pour objectif de conserver et la valoriser des recettes des pains et galettes traditionnels du Kef et du patrimoine culturel immatériel autour du blé. «L'association Museum Lab nous a offert cette opportunité. Ils ont restauré ce four qui était en très mauvais état. Maintenant, il fonctionne à nouveau avec du bois de chauffage. Tout le monde ici au Kef est heureux que ce vieux four fonctionne à nouveau», a souligné Soumaya Gara, boulangère ayant bénéficié du programme de formation de Museum Lab.

Au Kef, et partout ailleurs en Tunisie, ce sont des femmes qui conservent, perpétuent et tentent de transmettre aux jeunes générations de filles, un patrimoine culinaire, culturel et identitaire, malheureusement aujourd'hui menacé de disparition, parce qu'intangible et immatériel.

«La maison du pain» (Dar el khobz) est un projet qui est né de la volonté de promouvoir le pain et les gâteaux du Kef que nous avons identifié comme une douzaine (différentes sortes de gâteaux), qui est un patrimoine culturel immatériel qui appartient principalement aux femmes du Kef et à la Tunisie en général» explique Julie Jeantet, chargée de développement à l'association Museum Lab. En plus du four de quartier, du circuit culturel sur l'histoire du blé, le Dar El Khobz, c'est aussi un petit espace muséal avec des outils du patrimoine agricole du 19^e et 20^e siècle trouvés au Kef. Et enfin une rencontre des femmes boulangères du Kef. Il s'inscrit dans le projet global de mise en valeur patrimoniale de Museum Lab au Kef.

L.L.D./Africanews

Chroniques des jours qui passent

Le temps est notre plus cruel tyran

On ne peut pas arrêter le temps et celui qui passe, sans que nous en tirions profit, est perdu à jamais en laissant en chacun de nous des marques de vieillissement. «Chaque jour qui passe est un pas de plus vers la tombe», a dit un détenteur de la sagesse populaire.

Le temps fait partie de notre réalité, on le vit bien, intensément ou médiocrement. C'est une question de gestion à bon escient et judicieuse du temps. Ce qui s'explique par la différence de bilan entre les uns et les autres après une durée de vie. Les gens, actifs de nature, évoluent très vite financièrement ou culturellement, d'autres stagnants malgré eux n'ont rien parce qu'ils ont été incapables de réaliser des progrès ou d'acquiescer des connaissances ou des biens. C'est une question de conscience lorsque les uns pensent à l'avenir proche ou lointain, alors que d'autres font du temps qui passe la dernière de leurs préoccupations. Si le sens du mot est évident, sa définition reste néanmoins difficile. En réalité, même le sens du mot est variable, étant donné sa polysémie : « le temps c'est de l'argent », « travailler un certain temps », ces deux expressions donnent du temps une différence d'ordre sémantique indiscutable. On peut aller jusqu'à l'infini pour apporter la preuve du grand nombre d'acceptions que peut avoir ce mot en fonction des contextes d'emploi. Pour avoir la notion du temps vécu ou à vivre, l'homme a inventé des mesures, appellations d'unités de temps comme l'heure, la minute, la seconde, le jour, le mois et il y a des milliers d'indicateurs temporels comme laps de temps, éternité etc. n'y a-t-il pas une allusion au temps dans les mots : la saison, le vieillissement, la jeunesse, l'enfance, la mémoire d'un peuple, un début, une fin, une retraite, la ténacité dans le travail. Beaucoup d'histoires renvoient à l'idée de temps comme par exemple un patrimoine culturel, fruit d'une accumulation de connaissances et de savoir qu'un peuple hérite de ses pré-



décesseurs en prenant soin à son tour d'apporter un plus à cette culture des ancêtres dont les plus sages ont marqué leur temps par leurs inventions, découvertes, pensées, réalisations. Les pyramides d'Egypte ont été d'abord conçues par l'esprit inventif avant de devenir des édifices grâce au travail de force des millions d'ouvriers qui ont donné leur temps, celui de leurs plus belles années et leur force pour que cela devienne une réalité palpable. Ibn Khaldoun a consacré une bonne partie de son temps pour reconstituer des millénaires d'histoires des berbères en 1 500 pages et un peu plus, cela dépend des éditions. D'autres œuvres à l'exemple de la Mouqqadima, donnent à voir ce qu'est une civilisation qui a une durée de vie parmi d'autres qui ont précédé ou suivi. C'est un auteur de référence et indiscutablement crédible pour sa méthode scientifique selon laquelle il considère que pour atteindre la vérité en histoire, il faut puiser à plusieurs sources ; c'est universellement vrai. Il a constaté en se fondant sur des faits véridiques que dans toute civilisation, il y a des créateurs, des continuateurs et des destructeurs. Une civilisation est appelée à disparaître pour être supplantée par une autre. Et il en est ainsi depuis les Sumériens. On dit souvent que dans tel ou tel endroit on trouve des marques de nos origines ou de l'histoire. Normalement, chaque chose a une histoire, des références temporelles qui montrent qu'elle est le résultat d'un processus, le résultat d'un travail de recherche. Il a fallu que des chercheurs à l'esprit créatif se consacrent à la mise au point des voies et moyens qui permettent d'avoir dans sa

poche l'internet au moyen des portables sophistiqués pour ne pas dire perfectionnés si bien que deux partenaires d'une communication peuvent se regarder, même s'ils se trouvent en des lieux extrêmes du monde. Le temps consacré à la recherche sur ce plan fait gagner du temps à d'autres qui sans se déplacer, se concertent, se donnent des consignes, planifiant un travail urgent. Des étudiants algériens attachés au mérite ont été suivis dans leurs investigations par des directeurs de recherche se trouvant aux Etats-Unis, en Australie ou au Canada. Quel gain de temps ont-ils ainsi réalisé.

Citations universellement liées au temps

On les emploie familièrement parce qu'elles répondent aux besoins des partenaires de la communication pour être plus précis dans leurs échanges. Un chanteur ancien a dit par souci de langage concret, « le temps tue le temps » pour signifier que le temps qui passe réduit de jour en jour un temps de vie : d'une fleur, d'un animal, d'un être humain. Un philosophe parle dans le même sens en affirmant que l'attente ou l'ennui peuvent rallonger ou raccourcir le temps. Et une parole devenue proverbiale est d'autant plus évidente qu'elle est vérifiée au quotidien : « chaque jour qui passe est un pas de plus vers la tombe », citation belle par sa forme et son contenu qui revient dans les discussions. De grands hommes de la politique ou de l'histoire connus à l'échelle mondiale, ont inventé sur le temps des expressions ou des pensées souvent citées pour servir d'illustrations dans leurs discours : on fait dire communément pour signifier que l'adver-

saire est déconnecté ou déphasé : c'est un anachronisme, aller à contre-courant d'un mouvement légitime, des méthodes de travail d'un autre temps indiquant que l'autre a des idées archaïques. On dit aussi mais dans un autre sens : autres temps, autres mœurs. En ces temps de crise, on dit communément que quelqu'un a été un précurseur ou un visionnaire parce que tout ce qu'il a dit pour mettre en garde ses contemporains : « le temps a fini par lui donner raison. A côté de ces expressions de haut niveau, il y a des expressions vulgarisées parce que d'emploi quotidien ou banalisé : le temps perdu ne se rattrape jamais, le temps, c'est de l'argent et il y en a d'autres à la portée des locuteurs de tous les niveaux de langue, contrairement à cette citation d'auteur souvent employée chez nous, en langage populaire : seul le temps peut unir ce qu'un instant a séparé (ou divisé). On a coutume de dire en milieu politique cette belle expression lue chez notre grand homme politique : Ferhat Abbas : on peut tromper un temps, mais on ne peut pas le tromper tout le temps. Les langues populaires de nos anciens artisans du langage comportent des expressions sémantiquement équivalentes. On a entendu dire un célèbre penseur : « Les instants hors des choses ne sont rien », a ceci répondu un autre contemporain lui aussi : « le réel n'est pas réductible à ce que nous en savons, nous ne pouvons connaître la chose en soi ». Le temps étant déterminant pour notre vie a fait dire de manière implicite des idées toujours en rapport avec le temps, à l'exemple de : connaissance à priori/a posteriori».

Abed Boumediene

Il a fait les beaux jours du Togo

L'international Emmanuel Adebayor prend sa retraite

→ **Celui qui a éclaboussé l'Afrique de son talent lors de la CAN-2002 met un terme à sa carrière footballistique. L'ancien attaquant, notamment d'Arsenal et de Manchester City, Emmanuel Adebayor, surprend son monde footballistique.**



La carrière d'Adebayor a été une aventure incroyable. (Photo : D. R.)

L'international de 39 ans, l'attaquant Togolais décide de ranger ses crampons. Il l'a annoncé ce mardi en postant un message et une vidéo sur les réseaux. «Avec des hauts et des bas, ma carrière d'athlète professionnel a été une aventure incroyable. Merci à mes fans d'avoir été là à chaque étape. Je suis très reconnaissant pour tout ce que j'ai vécu et j'ai hâte de voir ce qui m'attend», a écrit l'homme aux 66 sélections avec les Éperviers (29 buts). «Pourquoi a-t-il pris cette décision ?» Il est encore, et malgré son âge, capable de faire du spectacle, on ne comprend

pas pourquoi ces stars quittent, fuient ce sport dès qu'elles atteignent un certain âge. Alors qu'elles devraient plutôt annoncer leur mise à profit de leur expérience aux générations montantes. Voilà une annonce qui se balade un peu partout et reprise par des internautes notamment africains. Cette star n'est autre qu'Emmanuel Adebayor, celui à qui les compétitions internationales lui ont ouvert les portes des plus grands clubs : Monaco (2003-2006), Arsenal (2006-2009), Manchester City (2009-2011), le Real Madrid (2011) ou encore Tottenham (2011-2015).

Son quotidien n'était pas de tout repos

Démarrée au centre de développement sportif de Lomé au Togo, son aventure footballistique l'a mené à Metz, où Albert Cartier, lui donne ses premières minutes en professionnel en 2001. Il a traversé des périodes délicates au cours de sa carrière. En 2010, il survit à l'attaque du bus de la sélection du Togo à Cabinda (Angola), lors de laquelle deux membres de la délégation perdent la vie. Plus récemment, en 2017 Adebayor avait également confié à So Foot (numéro 151) avoir traversé une période sombre pendant laquelle il a été soumis à des tentatives d'extorsions de la part de sa propre famille : «Quand ta famille est contre toi et que tu travailles pour la faire sortir de la misère, c'est dur. J'ai toujours dit à mes petits frères qu'on se faisait manipuler par nos familles. Souvent, je change de numéro pour que ma famille ne me contacte pas. Ils n'appellent pas pour prendre des nouvelles, mais pour me demander de l'argent». Le joueur avait même envisagé le pire à ce moment-là : «J'ai gardé ça pendant tellement d'années. Combien de fois j'ai eu l'idée de me suicider...» Mais le Ballon d'or africain 2008 s'est accroché, a connu quelques expériences de plus en Turquie à Başakşehir (2016-2019) et Kay-

serispor (2019-2020) avant de faire une ultime pige au Paraguay au Club Olimpia, où il a signé en 2020.

«Meilleur Emmanuel de l'histoire du football»

Une très belle carrière qui lui avait valu d'être nommé parmi les meilleurs Emmanuel de l'histoire du football. Sans aucun doute, la ligne la plus prestigieuse de son palmarès. RMC rapporte qu'il est connu pour son fort caractère, et qu'il a effectué une carrière remarquable sur le Vieux Continent. Arrivé à Metz à l'âge de 15 ans, le natif de Lomé a évolué à Monaco, avant de s'épanouir en Premier League avec Arsenal, Manchester City, Tottenham ou Crystal Palace. Il est également passé par le Real Madrid en 2011. Élu joueur africain de l'année en 2008 (12^e du Ballon d'or cette année-là), Emmanuel Adebayor a participé à près de 600 matches professionnels, en marquant plus de 200 buts (toutes compétitions confondues). Finaliste de la Ligue des champions 2004 avec Monaco, il a remporté la Coupe du Roi avec le Real et disputé la Coupe du monde 2006 en Allemagne avec son pays (élimination en phase de poules).

Synthèse de H. Hichem

MBB (volley-ball dames)

Les responsables tirent la sonnette d'alarme

→ L'équipe du Mouloudiat Baladiyat Bouira de volley-ball féminin seniors, co-leader de la poule Centre-Est du Championnat de Nationale Une (B), risque de déclarer forfait pour la suite de la compétition en raison de problèmes accrus qui menacent sa survie, a-t-on appris lundi auprès de son président Khaled Djeralfia. Sur le plan sportif, le MBB se porte bien en Championnat de la Nationale Une (B), accédant à la première place de la poule Centre-Est, après sa victoire samedi devant le MV Alger (3-0), à deux journées de la fin du Championnat. Un succès des volleyeuses de Bouira qui pourrait les qualifier aux play-offs qui regrouperont les deux premiers des groupes (Centre-Est et

Centre-Ouest) pour jouer des places en excellence. Néanmoins, sur le volet financier l'équipe du MBB est «en difficulté», en raison de l'absence d'aides, que ça soit du CSA, ou des autorités locales, ce qui a poussé ses dirigeants à tirer la sonnette d'alarme pour «la situation délicate» que traverse le club. «On est confronté à un avenir incertain, la situation que traverse le MB Bouira est vraiment délicate. Nous faisons face à d'énormes problèmes financiers, sans que les autorités communales ni notre CSA ne nous apportent la moindre aide, au moment où nous devrions avoir le soutien et l'apport de tous», a indiqué Khaled Djeralfia, très attristé de cette situation. «Le club de volley-ball féminin du MBB, cette

ancienne formation de la wilaya de Bouira, a rejailli cette saison avec le lancement de l'équipe seniors dames qui a tracé comme objectif, de jouer l'accession au palier supérieur, une ambition qui anime, les joueuses, le staff technique et les responsables du club», a-t-il ajouté. Avant d'enchaîner : «On veut être la fierté de la ville de Bouira, en réussissant à faire accéder l'équipe parmi l'élite nationale. C'est dans nos cordes, et on est leader au classement à deux matches de la fin. Mais les problèmes qu'on vit depuis le début de la saison, surtout sur le volet financier, nous poussent à lâcher à mi-chemin et nous dissuadent de jour en jour. La réalité c'est qu'on souffre beaucoup», a souligné le président du MBB. Les dirigeants du MBB sont convaincus que la survie de leur club est entre les mains des autorités locales, qui doi-

vent réagir devant le silence total des responsables du CSA qui auraient, même négligé, de payer l'engagement du club à la Ligue qui est estimé à 100 000 DA. Une omission qui risque de disqualifier l'équipe, selon les règlements en vigueur.

«On souffre depuis le début de saison. On a beaucoup donné et on s'est sacrifié, mais il n'y a pas de répondant jusqu'à présent. Sans salaire, ni indemnité, notre entraîneur ne peut plus continuer, les joueuses idem. Ils ne voient rien venir de la part des autorités. On a sollicité les autorités locales pour une aide, mais jusque-là, rien n'est venu. Le football a pris le large et reste le grand bénéficiaire de ses aides. Depuis notre arrivée à la tête de l'équipe, on gère avec notre argent personnel, chose qui ne peut plus durer», a estimé le président Khaled Djeralfia.

Coupe du Roi Salmane

La SC Koweït confirme et élimine la JS Saoura

→ La JS Saoura a été éliminée de la Coupe arabe des clubs après son nul (1-1) lors du match retour du premier tour préliminaire, disputé ce mardi au stade Miloud-Hadefi, concédé contre le SC Koweït. L'énervement, l'excitation, la précipitation, tous ces ingrédients étaient réunis pour tenter d'arracher la et se qualifier. La JS Saoura avait la possibilité de dominer son adversaire, mais c'est le contraire qui fut noté, les Koweïtiens étaient plus engagés et ont failli aggraver la marque si ce n'est le gardien plus vigilant que ses coéquipiers.

La victoire était possible, si ce n'était cet excès de précipitation qui a tout faussé et finit par envoyer aux ves-

tiaires les représentants algériens avec un nul qui signifie l'élimination. Rappelons que lors du match aller, c'est les Koweïtiens qui avaient pris les trois points (0-1. A Oran, c'est la formation de Béchar qui a concédé à la 59^e minute l'ouverture du score sur un but de Taha Yassine, avant d'égaliser dans le dernier quart d'heure grâce à Lyes Doucen (75^e). Avec cette élimination prématurée de la JS Saoura, le CR Belouizdad est le seul représentant algérien de la Coupe arabe des clubs 2023, baptisée Coupe du Roi Salmane. Il s'est qualifié directement à la phase finale prévue l'été prochain en Arabie saoudite en sa qualité de champion d'Algérie en titre. ■

Jeux sportifs arabes

L'édition 2023 en Algérie

→ L'édition 2023 des Jeux sportifs arabes se déroulera du 5 au 15 juillet prochain en Algérie, a décidé le Conseil des ministres des Sports arabes, lors de sa 46^e session ordinaire, organisée les 18-19 mars courant à Djeddah (Arabie Saoudite). Plusieurs sujets en relation avec les secteurs de la jeunesse et des sports ont été débattus au cours de cette réunion, où l'Algérie fut représentée par son ambassadeur en Arabie Saoudite, Mohamed Ali Boughazi. Les discussions se sont étalées sur deux jours, sous la direction du président de la session, l'Emir Abdul Aziz

Bin Turki Al Faisal, qui est aussi le ministre des Sports saoudien. Parmi les importantes décisions qui ont été prises au cours de ces deux jours de travaux, la programmation des prochains Jeux sportifs arabes du 5 au 15 juillet en Algérie. Les membres du conseil ont procédé également à l'adoption des bilans moral et financier de l'instance, en validant le plan d'action de la saison écoulée. L'organisation de ces Jeux avait été attribuée à l'Algérie le 14 mars courant à Djeddah, lors de la dernière réunion du Bureau exécutif des Comités nationaux olympiques arabes. ■

EN DEUX MOTS

Supercoupe d'Algérie de handball : L'ESAT bat le MCA et remporte le trophée

L'ES Aïn Touta a remporté la Supercoupe d'Algérie de handball messieurs 2022, en s'imposant devant le MC Alger sur le score de 29 à 24 (mi-temps : 12-15), mardi à la salle omnisports de Tichy, dans la wilaya de Béjaïa. C'est le premier sacre de l'ES Aïn Touta en Supercoupe d'Algérie de handball, après avoir été sacrée championne d'Algérie la saison écoulée (2021-2022). Les handballeurs de Aïn Touta succèdent au palmarès de la compétition à la JS Saoura, qui avait battu en octobre 2021, la JSE Skikda (23-22). A la faveur de ce succès, l'ES Aïn Touta prend sa revanche sur le MC Alger après sa défaite en finale de la Coupe d'Algérie 2022 en décembre dernier. En 2018, l'ES Aïn Touta, alors détentrice de la Coupe d'Algérie, avait affronté en finale de la Supercoupe d'Algérie le Groupement Sportif des Pétroliers, devenu le MC Alger, contre lequel elle s'était inclinée 23-25. L'édition 2020 de la Supercoupe d'Algérie de handball avait été annulée, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus.



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA. Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar, Place du 1^{er} Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44/6710.46 Fax : 021 6710.75. Compte bancaire : CPA 103 400 089711. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles. Membres fondateurs : Gérant, directeur de la publication : **Abdelwahab Djakoune**. Rédacteur en chef : **Radia Zerrouki** Composition PAO **La Nouvelle République** Impression Alger : **SIMPRAL** Tirage : 2500 exemplaires 16 - Pages Oran : **SIO**. Constantine : **SIE** Diffusion centre : **SEDICOM**. Ouest : **SPDO**. Est : **El Khabar**. Sud : **Trag diffusion** Publicité : **La Nouvelle République**, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail : **lnr98redaction@yahoo.fr** / E-mail pub : **lnr98publicite@yahoo.fr** - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19. Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40 Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

en direct

Supercoupe de handball

L'ESAT bat le MCA et remporte le trophée

le match à suivre

Coupe du Roi Salmane

La SC Koweït confirme et élimine la JSS

football

Le Niger à pied d'œuvre à Alger

Cavalli veut surprendre les Verts

Equipe nationale

Les nouveaux joueurs fiers de représenter l'Algérie

→ En prévision de la rencontre des 3^e et 4^e journées du groupe F des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 en Côte d'Ivoire, les joueurs de la sélection algérienne ont rencontré les médias lors de la zone mixte mardi au Centre technique de Sidi Moussa. Si certains ont relevé l'accueil chaleureux qui leur a été réservé, d'autres se sont dit honoré de figurer dans la liste de Belmadi, alors que le Nantais Hadjam parle de fierté.

Kevin Guitoun, joueur évoluant au SC Bastia (France) : «J'ai été très bien accueilli par le groupe qui m'a beaucoup facilité les choses. J'évolue au poste de latéral droit qui apporte de la vitesse et du soutien offensif. Je vais donner le maximum pour aider l'équipe à progresser et j'ai hâte de jouer mon premier match devant le public algérien. Je vais me donner à fond et si le coach a besoin de moi je serai à sa disposition».

Pour Rayan Ait Nouri (Wolverhampton/Angleterre) : «Franchement, j'ai été très bien accueilli par les joueurs, c'est un groupe très chaleureux. Le choix de l'Algérie vient du cœur, ça fait déjà un bout de temps que j'ai décidé de représenter l'Algérie, j'attendais d'avoir une discussion avec le coach pour mettre les choses au point.

C'est avec beaucoup de fierté et d'ambition que j'honore ma première sélection. C'est bien d'avoir de la concurrence à



■ Petite balade pour les Verts avant la séance vidéo.

(Photo › D. R.)

mon poste, je vais donner le maximum de mes capacités pour gagner ma place. J'ai hâte de jouer mon premier match face au Niger d'autant plus qu'il y aura ma famille dans le stade».

Jaouen Hadjam (FC Nantes/France), lui, évoque une fierté de représenter l'Algérie et d'ajouter : «J'ai été agréablement surpris par les installations et la manière dont nous avons été accueillis notamment par le peuple algérien sur les réseaux sociaux, ça donne de la force pour la suite. C'était un rêve d'enfant d'intégrer cette équipe avec des grands joueurs comme Mahrez, Bennacer, Bensebaini... qui ont gagné la CAN-2019. Je ne réalise

pas encore mais je vais donner le maximum pour aider l'équipe à progresser. J'ai décliné les espoirs de l'équipe France pour une grande équipe qui est l'Algérie. La concurrence y en a partout en club où en sélection je suis prêt à relever les défis et accepter les choix du coach». Enfin, il y en a un qui devrait plus que fier puisque c'est le seul qui évolue en Championnat d'Algérie.

Pour cette première convocation chez les «A» lui qui avait joué le CHAN-2022 avec la sélection A', le joueur de l'USM Alger, Zinedine Belaid se dit honoré : «Je remercie le coach Belmadi pour la confiance placée en moi.

En étant le seul joueur local dans le groupe j'espère être à la hauteur des attentes et ainsi ouvrir la porte aux autres joueurs locaux pour intégrer l'équipe nationale A.

Le coach m'a mis en confiance et m'a demandé de prouver ma place dans le groupe en démontrant mon niveau sur le terrain. La double confrontation face au Niger est importante pour assurer la qualification à la phase finale de la CAN en Côte d'Ivoire».

Sofiane G. et Agence

■ EPTV : Algérie - Niger à 22h

■ BelN Sports 2 : Torino - Naples à 20h

La Der

Le Niger à pied d'œuvre à Alger, Cavalli veut surprendre les Verts

L'équipe nigérienne de football est arrivée ce mardi à Alger avec 26 joueurs en vue du match face à l'Algérie, prévu jeudi soir au stade Nelson-Mandela de Baraki (22h), comptant pour la 3^e journée (Gr. F) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations 2023. «C'est toujours avec beaucoup d'émotions que je viens en Algérie. Nous avons essayé de nous préparer comme on pouvait, les derniers joueurs sont arrivés hier, ça été très compliqué. Nous avons une double confrontation face à l'Algérie : si on prend un point on reste dans la course, si par bonheur on réussira à prendre trois points on fera un grand pas vers la qualification», a indiqué le sélectionneur français du «Mena» Jean-Michel Cavalli aux médias à l'aéroport international Houari-Boumediene d'Al-

ger, peu après l'arrivée de la délégation nigérienne. «Les deux matches s'annoncent compliqués pour nous, on n'a pas un beau souvenir de nos dernières rencontres, mais on ne renoncera pas. Nous sommes venus pour faire un grand match», a-t-il ajouté. Au terme des deux premières journées disputées en juin 2022, l'Algérie est leader du groupe F avec 6 points devant le Niger (2 points), alors que la Tanzanie et l'Ouganda suivent derrière avec un point chacun.

«Je respecte beaucoup l'Algérie. Le plus important est que le football en sort grandi. Jouer au stade Nelson-Mandela de Baraki sera une découverte pour moi. Quand j'étais à la tête de l'équipe algérienne (2006-2007) c'était le stade 5-Juillet. Il y a de nouvelles infrastructures, l'Algérie d'aujourd'hui a

de l'ambition car elle a les moyens, elle s'est organisée pour avoir de grands stades pour abriter des compétitions», a-t-il ajouté. Cette rencontre sera officiee par un quatuor soudanais mené par Mahmoud Ali Mahmoud Ismaïl, et composé de Mohammed Abdallah Ibrahim (1^{er} assistant), Omer Hamid Mohamed Ahmed (2^e assistant), alors que le quatrième arbitre est Elsididig Mohamed El Treefe. Le Niger, dont le stade du Général Seyni-Kountché de Niamey n'a pas été homologué par la Confédération africaine de football, a choisi le stade Hamadi-Agrebi de Radès à Tunis pour recevoir les Verts, lundi 27 mars (17h) en match de la 4^e journée des qualifications pour la CAN-2023, reportée à 2024 et prévue en Côte d'Ivoire.